

ML.

Conseil d'Etat
1 -
21 SEP 1960
Coordination (2)

L. 7236/1/V.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Justice, le 16 juillet 1960, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant les lois sur la nationalité et instituant des mesures temporaires en raison de l'accession du Congo belge à l'indépendance", a donné le 12 août 1960 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 16e juli 1960 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wetten op de nationaliteit en tot invoering van tijdelijke maatregelen omdat Belgisch-Congo onafhankelijk wordt", heeft de 12e augustus 1960 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Le projet, tel qu'il est soumis au Conseil d'Etat, tend à adapter tant les lois sur la nationalité, coordonnées par l'arrêté royal du 14 décembre 1932, et que les dispositions de la loi du 5 février 1947 organisant le statut des étrangers, prisonniers politiques, relatives à l'acquisition par ceux-ci de la qualité de Belge par grande naturalisation, à la nouvelle situation créée au Congo depuis l'accession de celui-ci à l'indépendance.

La loi du 21 juin 1960 portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne contient, elle aussi, des dispositions relatives à l'acquisition, par les bénéficiaires de cette loi, de la qualité de Belge par grande naturalisation. Celles-ci doivent également y être adaptées. Un avant-projet de loi visant à réaliser cet objet est actuellement à l'étude au Département de la Justice. Il serait préférable qu'il soit intégré au présent projet.

Ainsi, le projet de loi comprendrait trois parties, dont chacune serait consacrée successivement à une des trois lois à modifier et à compléter. Chacune de ces trois parties ferait l'objet d'un chapitre distinct.

D'autre part, les mesures à prendre pour réaliser le but proposé sont de caractère différent : il y a d'abord les modifications permanentes à apporter à la

.../...

terminologie, puis il y a les mesures transitoires. Celles-ci visent, dans le cadre de chacune des trois lois citées, à régler le cas des personnes qui ont habituellement résidé au Congo belge avant le 30 juin 1960, et celui des personnes qui y avaient encore leur résidence habituelle à cette date. En ce qui concerne les lois coordonnées sur la nationalité, il y a, en outre :

- 1° des dispositions visant à retarder, en faveur des personnes qui avaient leur résidence habituelle au Congo belge au 30 juin 1960 et qui l'y ont maintenue après cette date, la limite d'âge fixée pour la souscription des déclarations d'option et de recouvrement de la nationalité, ainsi qu'à proroger le délai de souscription des déclarations, formulées par application de l'article 15, en faveur des personnes qui demeureront au Congo lors de la souscription de ces déclarations;
- 2° des dispositions tendant à régler le sort des procédures basées sur les articles 6, 15 et 19, qui ont été introduites devant les juridictions du Congo belge avant le 30 juin 1960 et qui n'étaient pas terminées à cette date ;
- 3° des dispositions en faveur de certaines personnes de nationalité congolaise qui manifesteraient le désir d'acquérir la qualité de Belge.

Chaque chapitre du projet de loi tel que le suggère le Conseil d'Etat, comprendrait deux sections.

.../...

Quant aux dispositions transitoires à insérer in fine des lois coordonnées sur la nationalité sub VII de la rubrique "Dispositions transitoires" déjà prévue par ces lois, il importe de séparer autant que possible les dispositions relatives à l'option, celles relatives au recouvrement de nationalité et celles qui concernent la naturalisation.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

La loi en projet étant appelée à modifier des lois nettement distinctes, son intitulé gagnerait à être rédigé comme suit :

"Projet de loi modifiant les lois coordonnées par l'arrêté royal du 14 décembre 1932 sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité, la loi du 5 février 1947 organisant le statut des étrangers, prisonniers politiques, et la loi du 21 juin 1960 portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne, et instituant des mesures transitoires en raison de l'accession du Congo à l'indépendance".

.../...

L'article 1er devrait être scindé en plusieurs articles. Les dispositions reprises sub 1°, 2° et 3° devraient chaque fois faire l'objet d'un article distinct. Il conviendrait en outre de remplacer également la référence à la "Colonie" figurant à l'article 12, alinéa 2, des lois coordonnées sur la nationalité, qui a été perdue de vue.

L'article 2 devrait être inséré au chapitre II consacré à la loi du 5 février 1947. Sous ce chapitre figureraient, comme il a été dit plus haut, non seulement le remplacement du terme "Colonie", mais également les dispositions transitoires afférentes à cette loi.

L'article 3 ne règle pas le cas des personnes qui ont habituellement résidé au Congo belge avant le 30 juin 1960. La suppression du terme "Colonie" dans la législation fera que ces personnes ne pourront plus invoquer le bénéfice de cette résidence. Pour éviter cet inconvénient, ce bénéfice devrait être conservé de manière expresse.

Il importerait aussi de traduire dans le texte l'intention du Gouvernement d'assimiler à la résidence habituelle en Belgique, la résidence habituelle dans les territoires administrés par la Belgique, de manière à ce que les personnes qui avaient leur résidence habituelle au Congo belge au 30 juin 1960 et qui seraient ultérieurement allées résider au Ruanda-Urundi ne perdent pas le bénéfice de la mesure transitoire.

.../...

Les termes "en se fixant en Belgique ... avant le 1er juillet 1965 " n'expriment qu'incomplètement l'intention du Gouvernement. Ils permettraient aux bénéficiaires de l'article d'aller se fixer à l'étranger avant de transférer leur résidence habituelle en Belgique, ce qui serait contraire à l'économie du projet.

La disposition "la durée de sa résidence au Congo belge peut ... être ajoutée à la résidence ultérieure en Belgique" n'est pas exempte d'ambiguïté. On pourrait en inférer qu'elle fait obstacle à ce que la résidence habituelle éventuelle en Belgique ou au Ruanda-Urundi, immédiatement antérieure à la résidence au Congo belge, puisse être prise en considération . En précisant que les personnes intéressées conservent le bénéfice de la résidence au Congo belge jusqu'au 30 juin 1960, le texte exprime de manière suffisamment claire l'intention du Gouvernement à cet égard, et rend inutile la seconde phrase du premier alinéa de l'article.

Ces quatre dernières observations valent pour les dispositions du projet qui sont relatives au recouvrement de la qualité de Belge ainsi qu'à l'acquisition de cette qualité par naturalisation , que cette dernière se fonde sur les articles 12 et 13 des lois coordonnées sur la nationalité, sur l'article 2, alinéa 3 , de la loi du 5 février 1947, ou sur l'article 13, alinéa 3, de la loi du 21 juin 1960.

.../...

L'expression " ... est prorogée d'une durée égale à celle du maintien de la résidence habituelle au Congo après le 30 juin 1960" est susceptible d'induire en erreur car elle permet de croire que le droit d'opter est indéfiniment prorogé tant que dure la résidence au Congo après le 30 juin 1960. L'intéressé doit, en réalité, se conformer à l'alinéa 1er de l'article 3, et fixer sa résidence habituelle en Belgique ou dans les territoires administrés par la Belgique, le 30 juin 1965 au plus tard.

Les termes de l'article 4 impliquent l'intention du Gouvernement de ne pas accorder le bénéfice des mesures transitoires prévues par le projet aux personnes visées aux alinéas 1er et 2 de l'article 19 des lois coordonnées sur la nationalité .

L'article 5 ne précise pas comment les juridictions belges seront saisies des procédures entamées devant les juridictions du Congo belge avant le 30 juin 1960. La poursuite de ces procédures ne peut s'opérer de plein droit ; c'est aux intéressés et au ministère public qu'il appartient d'en prendre l'initiative. Il serait souhaitable de le dire et de prévoir un délai pour leur reprise, comme il serait bon de préciser qu'elles seront reprises dans l'état où elles se trouvaient au 30 juin 1960.

L'article devrait également tenir compte des décisions qui pourraient avoir été rendues par un tribunal de première instance du Congo belge, à l'égard desquelles le délai d'appel n'était pas expiré au 30 juin 1960 et qui n'ont dès lors pas acquis un caractère définitif.

Il importe enfin de prévoir que le délai d'appel prendra cours à compter de l'entrée en vigueur de la loi.

L'article 6 se rapporte à la fois aux dispositions des articles 8, alinéa 1er, 2°, et 19, alinéa 3, des lois coordonnées sur la nationalité, en tant que celles-ci fixent une limite d'âge pour la souscription de la déclaration d'option, et à celles de l'article 15, alinéa 1er, de ces mêmes lois, qui fixent le délai dans lequel la déclaration prévue à cet alinéa doit être souscrite. Une première prorogation de la limite d'âge est prévue aux articles 3, alinéa 2, et 4 du projet; l'article 8 du projet prévoit à son tour une prorogation générale du délai fixé à l'article 15. Il serait plus logique de scinder l'article 6, d'autant plus que, pour ce qui concerne la dérogation à la limite d'âge, il ne s'agit pas, à la vérité, d'un "nouveau" délai. Il conviendrait, d'autre part, que les dispositions concernant ces prorogations exceptionnelles suivent immédiatement celles qui accordent une prorogation générale.

L'article 7 n'indique pas clairement qu'il ne concerne que les seules personnes qui avaient leur résidence habituelle au Congo belge au 30 juin 1960.

L'article 8 comprend deux dispositions distinctes : 1° celle qui porte le délai d'introduction des demandes de six mois à un an; 2° celle suivant laquelle le tribunal doit se conformer à la procédure de l'article 10 des lois coordonnées sur la nationalité, sauf en ce qui concerne l'avis du juge de paix. Comme il a

.../...

déjà été dit , la troisième disposition de l'article 6 concernant la prorogation exceptionnelle du délai devrait être insérée ici.

La condition d'avoir sa résidence habituelle au Congo, que l'article impose, va au delà de l'intention du Gouvernement; les termes "demeurant au Congo" l'exprimeraient plus fidèlement.

A l'article 9, les termes "Belges de statut congolais, établis en Belgique" ne sont pas appropriés, depuis l'accession du Congo à l'indépendance, il n'y a plus de Belges de statut congolais mais des nationaux du Congo. De plus, le mot "établis" n'indique pas assez nettement qu'il s'agit en l'occurrence de résidence habituelle.

Pour l'application de l'article 9, la résidence habituelle dans les territoires administrés par la Belgique n'est pas assimilée à la résidence en Belgique. Il n'est pas nécessaire de le dire dans l'article puisqu'aucun texte général n'établit cette assimilation. Toutefois, il ne serait pas inutile de le préciser dans l'exposé des motifs, de manière à éliminer toute hésitation à cet égard.

+

+ +

Le texte proposé ci-après tient compte des observations qui précèdent. Il comporte en outre un certain nombre de modifications de forme qui ne requièrent aucun commentaire.

.../...

PROJET DE LOI MODIFIANT LES LOIS COORDONNEES PAR L'ARRETE ROYAL DU 14 DECEMBRE 1932 SUR L'ACQUISITION, LA PERTE ET LE RECOUVREMENT DE LA NATIONALITE, LA LOI DU 5 FEVRIER 1947 ORGANISANT LE STATUT DES ETRANGERS, PRISONNIERS POLITIQUES, ET LA LOI DU 21 JUIN 1960 PORTANT STATUT DES MILITAIRES QUI ONT EFFECTUE DU SERVICE PENDANT LA GUERRE 1940-1945 DANS LES FORCES BELGES EN GRANDE-BRETAGNE, ET INSTITUANT DES MESURES TRANSITOIRES EN RAISON DE L'ACCESSION DU CONGO A L'INDEPENDANCE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE Ier. - MODIFICATIONS ET COMPLEMENT AUX LOIS COORDONNEES SUR L'ACQUISITION, LA PERTE ET LE RECOUVREMENT DE LA NATIONALITE.

Section 1ère - Modifications.

Article 1er (article 1er, 1°, du projet).

Les mots "la Colonie" sont remplacés par les mots "les territoires administrés par la Belgique" dans les articles 6, alinéa 1er, 2°, 8, alinéa 1er, 1°, 8, alinéa 2, 10, alinéa 4, 12, alinéa 1er, 2°, 12, alinéa 2,
.../...

13, 2°, 19, alinéas 1er, 2 et 3, 22, alinéa 1er, et 25, des lois sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité, coordonnées par l'arrêté royal du 14 décembre 1932 et modifiées par les lois des 30 juillet 1934, 11 février 1953 et 30 décembre 1953.

Article 2 (article 1er, 2°, du projet).

L'article 10, alinéa 1er, des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"La déclaration d'option est faite en Belgique ou dans les territoires administrés par la Belgique, au parquet du tribunal de première instance du lieu où le déclarant a sa résidence habituelle. Il en est dressé acte par le procureur du Roi. Le procureur du Roi en assure immédiatement la publicité, en Belgique, par affiches à la porte de la maison communale ainsi que par l'insertion dans un journal de la province, dans les territoires administrés par la Belgique, suivant le mode déterminé par le Ministre qui a l'administration desdits territoires dans ses attributions".

Article 3 (article 1er, 3°, du projet).

L'article 16, alinéa 3, des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Lorsque l'intéressé réside dans les territoires administrés par la Belgique, la publicité de la demande et l'enquête sont organisées par le Ministre qui a l'administration de ces territoires dans ses attributions".

.../...

Section 2 - Dispositions transitoires.Article 4.-

Les dispositions transitoires ci-après sont ajoutées aux mêmes lois coordonnées :

"VII.

§ 1er. La personne qui désire acquérir ou recouvrer la qualité de Belge, et qui a résidé habituellement au Congo belge, conserve, pour l'application des articles 8, 12, 13 et 19, le bénéfice qui était attaché à cette résidence par ces articles avant leur modification par la présente loi.

§ 2 (article 3, alinéas 1er et 2 du projet).

La personne qui désire acquérir la qualité de Belge par option, et qui au 30 juin 1960 résidait habituellement au Congo belge, conserve, pour satisfaire à la condition de résidence inscrite à la première phrase de l'article 8, alinéa 1er, 1°, le bénéfice de cette résidence si elle transfère sa résidence habituelle du Congo en Belgique ou dans les territoires administrés par la Belgique, avant le 1er juillet 1965.

La limite d'âge de 22 ans fixée par l'article 8, alinéa 1er, 2°, est, dans ce cas, retardée d'une période égale au temps pendant lequel l'intéressé a maintenu sa résidence habituelle au Congo après le 30 juin 1960.

.../...

§ 3 (article 4 du projet).

Les dispositions du § 2 sont applicables à l'étranger qui peut recouvrer la qualité de Belge conformément à l'article 19, alinéa 3.

§ 4 (article 6 du projet, en partie).

Le tribunal, saisi d'une demande fondée sur l'article 6 ou sur l'article 19, alinéa 3, introduite par une personne qui avait sa résidence habituelle au Congo belge au 30 juin 1960 et qui l'y a maintenue, peut, au cas où l'intéressé a dépassé la limite d'âge retardée comme prévu aux §§ 2 et 3 ci-dessus, lorsque les circonstances le justifient, le relever de la déchéance et lui accorder un délai pour souscrire la déclaration.

§ 5 (article 5 du projet).

Les procédures introduites par application des articles 6, 15 et 19, pendantes devant les juridictions du Congo belge au 30 juin 1960, peuvent être portées par les intéressés ou par l'organe du ministère public, dans l'état où elles se trouvent, selon le cas devant le tribunal de première instance de Bruxelles ou devant la Cour d'appel de Bruxelles, avant l'expiration du sixième mois qui suivra celui de l'entrée en vigueur de la présente loi.

L'avis du juge de paix n'est pas recueilli.

Le délai d'appel est porté de quinze jours à deux mois en faveur des personnes qui demeurent au Congo.

Les décisions rendues par les tribunaux de première instance au Congo belge, qui au 30 juin 1960 n'étaient pas devenues définitives, peuvent être déférées par les intéressés ou par le procureur général, à la Cour d'appel de Bruxelles dans le délai prévu à l'alinéa 1er de ce paragraphe.

§ 6 (articles 6, en partie, et 8 du projet).

La demande formulée par application de l'article 15 peut, si le requérant demeure au Congo, être adressée au procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles, dans l'année de la transcription de l'acte de naturalisation. Cette demande est instruite et jugée, et la décision d'agrément est transcrite dans le registre mentionné à l'article 22, conformément à l'article 10, L'avis du juge de paix n'est toutefois pas recueilli.

En cas de demande tardive, le tribunal peut, lorsque les circonstances le justifient, relever l'intéressé de la déchéance et lui accorder un nouveau délai pour souscrire la déclaration.

§ 7 (article 7 du projet).

La personne qui désire obtenir la naturalisation, et qui, au 30 juin 1960, résidait habituellement au Congo belge et y avait accompli tout ou partie de la condition de résidence prévue par les articles 12, alinéa 1er, 2°, et 13, 2°, conserve, pour satisfaire à cette condition, le bénéfice de cette résidence si elle transfère sa résidence habituelle du Congo en Belgique ou dans les territoires administrés par la Belgique, avant le 1er juillet 1965.

.../...

§ 8 (article 9 du projet).

Les personnes qui au 30 juin 1960 possédaient la qualité de Belge de statut congolais et qui à cette date avaient leur résidence habituelle en Belgique depuis au moins trois ans, et qui l'y maintiennent, peuvent **acquérir** la qualité de Belge par option en souscrivant une déclaration soumise aux règles de forme et de procédure prévues par l'article 10.

La déclaration doit être souscrite dans les deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, et, lorsqu'il s'agit de personnes mineures à cette date, avant qu'elles n'aient accompli leur vingt-troisième année".

CHAPITRE II. - MODIFICATION ET COMPLEMENT A LA
LOI ORGANISANT LE STATUT DES ETRANGERS, PRISON-
NIERS POLITIQUES.

Section 1ère - Modification.

Article 5 (article 2 du projet).

Les mots "la Colonie" sont remplacés par les mots "les territoires administrés par la Belgique", dans l'article 2, alinéa 3, de la loi du 5 février 1947 organisant le statut des étrangers, prisonniers politiques.

.../...

Section 2 - Disposition transitoire.Article 6.-

Une disposition transitoire, rédigée comme suit, est ajoutée à la même loi :

"§ 1er. L'étranger ou l'apatride auquel la qualité de prisonnier politique a été reconnue, qui désire acquérir la qualité de Belge par grande naturalisation et qui a résidé habituellement au Congo belge, conserve, pour l'application de l'article 2, alinéa 3, le bénéfice qui était attaché à cette résidence par cet article avant sa modification par la présente loi.

§ 2. L'étranger ou l'apatride auquel la qualité de prisonnier politique a été reconnue, qui désire acquérir la qualité de Belge par grande naturalisation, et qui au 30 juin 1960 résidait habituellement au Congo belge et y avait accompli tout ou partie de la condition de résidence prévue par l'article 2, alinéa 3, conserve, pour satisfaire à cette condition, le bénéfice de cette résidence s'il transfère sa résidence habituelle du Congo en Belgique ou dans les territoires administrés par la Belgique, avant le 1er juillet 1965".

CHAPITRE III. - MODIFICATION ET COMPLEMENT A LA
LOI PORTANT STATUT DES MILITAIRES QUI ONT EFFECTUE
DU SERVICE PENDANT LA GUERRE 1940-1945 DANS LES
FORCES BELGES EN GRANDE BRETAGNE.

Section 1ère - Modification.Article 7.-

Les mots "la Colonie" sont remplacés par les mots "les territoires administrés par la Belgique", dans

.../...

l'article 13, alinéa 3, de la loi du 21 juin 1960 portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne.

Section 2 -- Disposition transitoire.

Article 8.-

Une disposition transitoire, rédigée comme suit, est ajoutée à la même loi :

"§ 1er. L'étranger ou l'apatride, bénéficiaire de la loi du 21 juin 1960 portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne, qui désire acquérir la qualité de Belge par grande naturalisation et qui a résidé habituellement au Congo belge, conserve, pour l'application de l'article 13, alinéa 3, le bénéfice qui était attaché à cette résidence par cet article avant sa modification par la présente loi.

§ 2. L'étranger ou l'apatride, bénéficiaire de ladite loi du 21 juin 1960, qui désire acquérir la qualité de Belge par grande naturalisation, et qui au 30 juin 1960 résidait habituellement au Congo belge et y avait accompli tout ou partie de la condition de résidence prévue par l'article 13, alinéa 3, conserve, pour satisfaire à cette condition, le bénéfice de cette résidence s'il transfère sa résidence habituelle du Congo en Belgique ou dans les territoires administrés par la Belgique, avant le 1er juillet 1965".

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Zoals het ontwerp aan de Raad van State is voorgelegd, strekt het ertoe zowel de bij het koninklijk besluit van 14 december 1932 gecoördineerde wetten op de nationaliteit als de bepalingen die in de wet van 5 februari 1947 dragende het statuut van de buitenlanders politieke gevangenen de verkrijging van de staat van Belg door staatsnaturalisatie betreffen, aan te passen aan de nieuwe toestand welke in Congo is ontstaan sedert dit land onafhankelijk is geworden.

Ook de wet van 21 juni 1960 houdende statuut van de militairen die tijdens de oorlog 1940-1945 in de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië gediend hebben, bevat bepalingen, voor hen die onder die wet vallen, betreffende de verkrijging van de staat van Belg door staatsnaturalisatie. Deze bepalingen moeten eveneens worden aangepast. Een daartoe strekkend voorontwerp van wet ligt thans ter studie bij het departement van Justitie. Het ware verkieslijk het in het onderhavige ontwerp op te nemen.

Het ontwerp van wet zou dan uit drie delen bestaan, een voor ieder van de drie te wijzigen en aan te vullen wetten. Elk deel zou een afzonderlijk hoofdstuk kunnen vormen.

De te nemen maatregelen zijn anderzijds van verschillende aard. Eerst zijn er de blijvende wijzigingen van de terminologie. Vervolgens zijn er overgangsmaatregelen, die in het kader van elk der drie genoemde

.../...

wetten er toe strekken het geval te regelen van diegenen die vóór 30 juni 1960 gewoonlijk in Congo hebben verbleven alsmede dit van diegenen die er op dat tijdstip nog hun gewone verblijfplaats hadden. Wat de gecoördineerde wetten op de nationaliteit betreft, zijn er bovendien :

- 1° bepalingen om ten behoeve van diegenen die op 30 juni 1960 hun gewone verblijfplaats in Belgisch-Congo hadden en die ze er na die datum hebben behouden, de grensleeftijd voor het afleggen van de verklaringen van nationaliteitskeuze en voor herkrijging van de nationaliteit te verschuiven en om de termijn voor het afleggen van de bij toepassing van artikel 15 geformuleerde verklaringen te verlengen ten behoeve van diegenen die zich bij het afleggen van die verklaringen in Congo zullen bevinden;
- 2° bepalingen die ertoe strekken een regeling te treffen voor de op de artikelen 6, 15 en 19 steunende rechtsgedingen, die vóór 30 juni 1960 bij de rechtbanken van Belgisch-Congo zijn ingesteld en op die datum niet waren afgehandeld;
- 3° bepalingen ten behoeve van sommige personen van Congolese nationaliteit die de wens mochten te kennen geven om de staat van Belg te verwerven.

In het ontwerp van wet zoals de Raad van State het voorstelt, zou ieder hoofdstuk uit twee afdelingen bestaan.

.../...

In de overgangsbepalingen, in te voegen in de gecoördineerde wetten op de nationaliteit, onder VII van de reeds voorkomende rubriek "Overgangsbepalingen", zouden nationaliteitskeuze, herkrijging van de nationaliteit en naturalisatie zoveel mogelijk los van elkaar moeten worden behandeld.

BIJ ZONDERE OPMERKINGEN.

Aangezien de ontwerp-wet duidelijk onderscheiden wetten dient te wijzigen, kan het opschrift beter **als** volgt worden gelezen :

"Ontwerp van wet tot wijziging van de wetten op de verwerving, het verlies en de herkrijging van de nationaliteit, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 14 december 1932, van de wet van 5 februari 1947 dragende het statuut van de buitenlanders politieke gevangenen, en van de wet van 21 juni 1960 houdende statuut van de militairen die tijdens de oorlog 1940-1945 in de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië gediend hebben, en tot invoering van overgangsmaatregelen wegens het onafhankelijk worden van Congo".

Artikel 1 dient te worden gesplitst : een artikel per onderverdeling (1°, 2° en 3°). Men vervange ook de door het ontwerp overgeslagen verwijzing naar de "Kolonie" in artikel 12, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de nationaliteit.

.../...

Artikel 2 ware in te voegen in hoofdstuk II, gewijd aan de wet van 5 februari 1947. Dit hoofdstuk moet niet alleen voorzien in de vervanging van het woord "Kolonie", maar moet ook de overgangsbepalingen betreffende die wet omvatten.

Artikel 3 regelt niet het geval van diegenen die vóór 30 juni 1960 gewoonlijk in Congo hebben verbleven. De schrapping van "Kolonie" in de wetgeving zal ertoe leiden, dat zij zich niet langer op het voordeel van dat verblijf kunnen beroepen. Om dit bezwaar te ondervangen, zou dit voordeel uitdrukkelijk moeten worden gehandhaafd.

De tekst dient ook uiting te geven aan de bedoeling van de Regering, gewoon verblijf in de door België bestuurde gebieden gelijk te stellen met gewoon verblijf in België, zodat diegenen die op 30 juni 1960 hun gewone verblijfplaats in Belgisch-Congo hadden en naderhand in Ruanda-Urundi zijn gaan verblijven, het voordeel van de overgangsmaatregel niet verliezen.

De termen "door zich vóór 1 juli 1965 in België te vestigen" geven de bedoeling van de Regering onvolledig weer. Diegenen die onder toepassing van dit artikel vallen, zouden zich in het buitenland mogen vestigen vooraleer hun gewone verblijfplaats naar België over te brengen, hetgeen strijdig zou zijn met de opzet van het ontwerp.

.../...

De bepaling "de duur van zijn verblijf in Belgisch-Congo kan ... bij het later verblijf in België worden gevoegd", is dubbelzinnig. Er kan worden uit afgeleid, dat eventueel gewoon verblijf in België of in Ruanda-Urundi, onmiddellijk voorafgaand aan verblijf in Belgisch-Congo, niet in aanmerking komt. De bepaling dat de betrokkenen het voordeel van het verblijf in Belgisch-Congo tot 30 juni 1960 behouden, is op zichzelf reeds een voldoende duidelijke weergave van wat de Regering bedoelt en maakt de tweede volzin van het eerste lid overbodig.

Deze laatste vier opmerkingen gelden voor de ontwerp-bepalingen over de verkrijging van de staat van Belg en over de verwerving van die staat door naturalisatie, onverschillig of deze laatste steunt op de artikelen 12 en 13 van de gecoördineerde wetten op de nationaliteit, op artikel 2, derde lid, van de wet van 5 februari 1947, dan wel op artikel 13, derde lid, van de wet van 21 juni 1960.

De uitdrukking "... wordt verlengd met de tijd gedurende welke de gewone verblijfplaats in Congo na 30 juni 1960 behouden wordt", kan verkeerdelijk zo worden uitgelegd, dat het keuzerecht voor onbepaalde tijd zou worden verlengd zolang de betrokkenen na 30 juni 1960 in Congo verblijven. In feite moeten zij het eerste lid van artikel 3 in acht nemen en hun gewoon verblijfplaats ten laatste op 30 juni 1965 in België of in de door België bestuurde gebieden vestigen.

.../...

De tekst van artikel 4 impliceert, dat de Regering het voordeel van de ontworpen overgangsmaatregelen niet wenst toe te kennen aan de personen als bedoeld in het eerste en tweede lid van artikel 19 van de gecoördineerde wetten op de nationaliteit.

Artikel 5 bepaalt niet hoe de Belgische gerechten kennis zullen nemen van rechtsgedingen die vóór 30 juni 1960 bij gerechten van Belgisch-Congo zijn ingesteld. Er is geen voortzetting van rechtswege; de betrokkenen en het openbaar ministerie moeten hiertoe het initiatief nemen. Het zou beter zijn dit te zeggen en een termijn voor de hervatting vast te stellen, waaraan kan worden toegevoegd dat de gedingen zullen worden hervat in de staat waarin zij zich op 30 juni 1960 bevonden.

Het artikel dient ook rekening te houden met de eventueel door een rechtbank van eerste aanleg van Belgisch-Congo gewezen beslissingen waarvoor de termijn voor hoger beroep op 30 juni 1960 niet verstreken was en die dus geen eindbeslissingen zijn geworden.

Ten slotte moet worden bepaald, dat de termijn van hoger beroep ingaat te rekenen van de inwerkingtreding van de wet.

Artikel 6 heeft tegelijk betrekking op de bepalingen van de artikelen 8, eerste lid, 2°, en 19, derde lid, van de gecoördineerde wetten op de nationaliteit, voor zover zij een leeftijdsgrens vaststellen voor het afleggen van de verklaring van nationaliteitskeuze, en op die van artikel 15, eerste lid, van diezelfde wetten,

.../...

die de termijn bepalen voor het afleggen van de aldaar voorgeschreven verklaring. Een eerste verhoging van de leeftijdsgrens wordt bepaald door de artikelen 3, tweede lid, en 4 van het ontwerp; zijnerzijds voorziet artikel 8 van het ontwerp in een algemene verlenging van de in artikel 15 bepaalde termijn. Het ware logischer artikel 6 te splitsen, te meer daar het in feite, wat de afwijking van de leeftijdsgrens betreft, niet om een "nieuwe" termijn gaat. Anderzijds behoren deze buitengewone verlengingen onmiddellijk na de algemene verlenging te worden behandeld.

In artikel 7 is het niet duidelijk, dat het alleen gaat om diegenen die op 30 juni 1960 hun gewone verblijfplaats in Belgisch-Congo hadden.

Artikel 8 bevat twee onderscheiden bepalingen :
1° een eerste die de termijn voor het indienen van de aanvragen van zes maanden op één jaar brengt; 2° een andere volgens welke de rechtbank de bij artikel 10 van de gecoördineerde wetten op de nationaliteit bepaalde procedure in acht moet nemen, behalve wat het advies van de vrederechter betreft. Zoals reeds is gezegd, dient de derde bepaling van artikel 6 betreffende de buitengewone verlenging van de termijn hier te worden ingevoegd.

De voorwaarde dat men zijn gewone verblijfplaats in Congo moet hebben, welke het artikel voorschrijft, reikt verder dan de Regering in feite bedoelt; de woorden "zich in Congo bevinden" zouden die bedoeling getrouwer weergeven.

.../...

In artikel 9 zijn de termen "Belgen met een Congolese status, die ... in België zijn gevestigd" ongeschikt sedert Congo onafhankelijk is geworden, zijn er geen Belgen meer met Congolese status, maar Congolese onderdanen. Bovendien zegt "gevestigd" niet voldoende duidelijk dat het hier om gewoon verblijf gaat.

Voor de toepassing van artikel 9 is gewoon verblijf in de door België bestuurde gebieden niet gelijkgesteld met verblijf in België. Dit moet niet noodzakelijk in het artikel worden gezegd, want geen algemene tekst bepaalt die gelijkstelling. Het ware evenwel nuttig, het in de memorie van toelichting te zeggen, zodat er geen twijfel kan bestaan.

+

+ +

De hierna voorgestelde tekst houdt met deze opmerkingen rekening, en omvat bovendien een aantal vormwijzigingen, die geen commentaar vergen.

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE WETTEN OP DE VERWER-
VING, HET VERLIES EN DE HERKRIJGING VAN DE NATIONALITEIT,
GECOORDINEERD BIJ HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 14 DECEMBER
1932, VAN DE WET VAN 5 FEBRUARI 1947 DRAGENDE HET STATUUT
VAN DE BUITENLANDERS POLITIEKE GEVANGENEN, EN VAN DE WET
VAN 21 JUNI 1960 HOUDENDE STATUUT VAN DE MILITAIRES DIE
TIJDENS DE OORLOG 1940-1945 IN DE BELGISCHE STRIJDKRACHTEN
IN GROOT-BRITTANNIE GEDIEND HEBBEN, EN TOT INVOERING VAN
OVERGANGSMAATREGELEN WEGENS HET ONAFHANKELIJK WORDEN VAN
CONGO.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

.../...

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Justitie is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

HOOFDSTUK I. - WIJZIGINGEN EN AANVULLING VAN DE
GECOORDINEERDE WETTEN OP DE VERWERVING, HET VERLIES
EN DE HERKRIJGING VAN DE NATIONALITEIT.

Afdeling 1. - Wijzigingen.

Artikel 1 (artikel 1, 1°, van het ontwerp).

De woorden "de Kolonie" worden vervangen door de woorden "de door België bestuurde gebieden" in de artikelen 6, eerste lid, 2°, 8, eerste lid, 1°, 8, tweede lid, 10, vierde lid, 12, eerste lid, 2°, 12, tweede lid, 13, 2°, 19, eerste, tweede en derde lid, 22, eerste lid, en 25 van de wetten op de verwerving, het verlies en de herkrijging van de nationaliteit, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 14 december 1932 en gewijzigd bij de wetten van 30 juli 1934, 11 februari 1953 en 30 december 1953.

Artikel 2 (artikel 1, 2° van het ontwerp).

Artikel 10, eerste lid, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"De verklaring van nationaliteitskeuze wordt in België of in de door België bestuurde gebieden afgelegd bij het parket van de rechtbank van eerste aanleg van de plaats waar de aangever zijn gewone verblijfplaats heeft. Daarvan wordt een akte opgemaakt door de procureur des Konings. De procureur des Konings zorgt onmiddellijk voor de bekendmaking daarvan, in België, door aanplakbiljetten aan de deur van het gemeentehuis en door opneming in een dagblad uit de provincie; in de door België bestuurde gebieden, op de wijze bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid het bestuur van genoemde gebieden behoort".

Artikel 3 (artikel 1, 3°, van het ontwerp).

Artikel 16, derde lid, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Verblijft de betrokkene in de door België bestuurde gebieden, dan zorgt de Minister tot wiens bevoegdheid het bestuur van die gebieden behoort, voor de bekendmaking van het verzoek en voor het onderzoek".

Afdeling 2 - Overgangsbepalingen.

Artikel 4.-

Aan dezelfde gecoördineerde wetten worden de volgende overgangsbepalingen toegevoegd :

.../...

"VII.

§ 1. Diegene die de staat van Belg wenst te verwerven of te herkrijgen en gewoonlijk in Belgisch-Congo heeft verbleven, behoudt, voor de toepassing van de artikelen 8, 12, 13 en 19, het voordeel dat die artikelen aan dit verblijf verbonden vooraleer zij door de tegenwoordige wet werden gewijzigd.

§ 2 (artikel 3, eerste en tweede lid, van het ontwerp).

Diegene die de staat van Belg door nationaliteitskeuze wenst te verwerven en op 30 juni 1960 gewoonlijk in Belgisch-Congo verbleef, behoudt, ter voldoening aan de in de eerste volzin van artikel 8, eerste lid, 1°, voorgescreven verblijfsvoorwaarde, het voordeel van dat verblijf, indien hij vóór 1 juli 1965 zijn gewone verblijfplaats van Congo naar België of naar de door België bestuurde gebieden overbrengt.

De in artikel 8, eerste lid, 2°, bepaalde leeftijdsgrens van 22 jaar wordt in dit geval verhoogd met een periode, gelijk aan die tijdens welke de betrokkene na 30 juni 1960 zijn gewone verblijfplaats in Congo heeft behouden.

§ 3 (artikel 4 van het ontwerp).

De bepalingen van § 2 zijn van toepassing op de vreemdeling die de staat van Belg kan herkrijgen overeenkomstig artikel 19, derde lid.

.../...

§ 4 (artikel 6 van het ontwerp, gedeeltelijk).

De rechtbank waarbij een aanvraag op grond van artikel 6 of van artikel 19, derde lid, is ingediend door een persoon die op 30 juni 1960 zijn gewone verblijfplaats in Belgisch-Congo had en heeft behouden, kan de betrokkene, indien hij de overeenkomstig de §§ 2 en 3 verhoogde leeftijdsgrens heeft overschreden, en wanneer de omstandigheden het billijken, van het verval ontheffen en hem een termijn voor het afleggen van de verklaring toestaan.

§ 5 (artikel 5 van het ontwerp).

Rechtsgedingen die bij toepassing van de artikelen 6, 15 en 19 zijn ingesteld en op 30 juni 1960 bij gerechten van Belgisch-Congo aanhangig zijn, kunnen, door de betrokkenen of door het openbaar ministerie, in de staat waarin zij zich bevinden, naar gelang van het geval, voor de rechtbank van eerste aanleg te Brussel of voor het Hof van beroep te Brussel worden gebracht vóór het verstrijken van de zesde maand volgend op die waarin deze wet in werking treedt.

Het advies van de vrederechter wordt niet ingewonnen.

De termijn voor hoger beroep wordt van vijftien dagen op twee maanden gebracht ten behoeve van diegenen die zich in Congo bevinden.

Beslissingen van de rechtbanken van eerste aanleg in Belgisch-Congo, die op 30 juni 1960 niet definitief waren geworden, kunnen door de betrokkenen of door de procureur-generaal voor het Hof van beroep te Brussel worden

.../...

gebracht binnen de termijn gesteld in het eerste lid van deze paragraaf.

§ 6 (artikelen 6, gedeeltelijk, en 8 van het ontwerp).

De aanvraag gedaan bij toepassing van artikel 15 kan, indien de verzoeker zich in Congo bevindt, aan de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel worden gericht, binnen een jaar na de overschrijving van de naturalisatieakte. Deze aanvraag wordt behandeld en uitgewezen en de beslissing tot inwilliging wordt in het in artikel 22 vermelde register overgeschreven, overeenkomstig artikel 10. Het advies van de vrederechter wordt echter niet ingewonnen.

Wordt de aanvraag te laat ingediend, dan kan de rechtbank, wanneer de omstandigheden het billijken, de betrokkene van het verval ontheffen en hem een nieuwe termijn voor het afleggen van de verklaring toestaan.

§ 7 (artikel 7 van het ontwerp).

Diegene die de naturalisatie wenst te verwerven, en op 30 juni 1960 gewoonlijk in Belgisch-Congo verbleef en de bij de artikelen 12, eerste lid, 2°, en 13, 2°, gestelde verblijfsvoorwaarde geheel of ten dele aldaar heeft vervuld, behoudt, ter voldoening aan die voorwaarde, het voordeel van dat verblijf, indien hij vóór 1 juli 1965 zijn gewoon verblijf van Congo naar België of naar de door België bestuurde gebieden overbrengt.

.../...

§ 8 (artikel 9 van het ontwerp).

Diegenen die op 30 juni 1960 de staat van Belg met Congolese status bezaten en op die datum sedert ten minste drie jaar hun gewone verblijfplaats in België hadden en deze aldaar behouden, kunnen de staat van Belg door nationaliteitskeuze verwerven door het afleggen van een verklaring die, wat vorm en procedure betreft, onderworpen is aan de in artikel 10 bepaalde regelen.

De verklaring moet worden afgelegd binnen twee jaar te rekenen van de datum waarop deze wet in werking treedt en, voor diegenen die op dat tijdstip minderjarig zijn, voordat zij volle drieëntwintig jaar oud worden".

HOOFDSTUK II. - WIJZIGING EN AANVULLING VAN DE WET
DRAGENDE HET STATUUT VAN DE BUITENLANDERS, POLITIEKE
GEVANGENEN.

Afdeling 1 - Wijziging.

Artikel 5 (artikel 2 van het ontwerp).

De woorden "de Kolonie" worden vervangen door de woorden "de door België bestuurd gebied", in artikel 2, derde lid, van de wet van 5 februari 1947 dragende het statuut van de buitenlanders, politieke gevangenen.

.../...

Afdeling 2 - Overgangsbepaling.Artikel 6.-

Aan dezelfde wet wordt een overgangsbepaling toegevoegd, luidend als volgt :

"§ 1. De vreemdeling of de staatloze die als politiek gevangene is erkend en de staat van Belg door staatsnaturalisatie wenst te verwerven en gewoonlijk in Belgisch-Congo heeft verbleven, behoudt, voor de toepassing van artikel 2, derde lid, het voordeel dat dit artikel aan dit verblijf verbond vooraleer het door de tegenwoordige wet werd gewijzigd.

§ 2. De vreemdeling of de staatloze die als politiek gevangene is erkend en de staat van Belg door staatsnaturalisatie wenst te verwerven, en die op 30 juni 1960 gewoonlijk in Belgisch-Congo verbleef en aldaar de bij artikel 2, derde lid, bepaalde verblijfsvoorwaarde geheel of ten dele heeft vervuld, behoudt, ter voldoening aan die voorwaarde, het voordeel van dat verblijf indien hij vóór 1 juli 1965 zijn gewoon verblijf van Congo naar België of naar de door België bestuurde gebieden overbrengt".

HOOFDSTUK III. - WIJZIGING EN AANVULLING VAN DE WET
HOUDENDE STATUUT VAN DE MILITAIRES DIE TIJDENS DE
OORLOG 1940-1945 IN DE BELGISCHE STRIJDKRACHTEN IN
GROOT-BRITTANNIE GEDIEND HEBBEN.

Afdeling 1 - Wijziging.Artikel 7.-

De woorden "de Kolonie" worden vervangen door de woorden "de door België bestuurde gebieden", in artikel

.../...

13, derde lid, van de wet van 21 juni 1960 houdende statuut van de militairen die tijdens de oorlog 1940-1945 in de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië gediend hebben.

Afdeling 2 - Overgangsbepaling.

Artikel 8.-

Aan dezelfde wet wordt een overgangsbepaling toegevoegd, luidend als volgt :

"§ 1. De vreemdeling of de staatloze die onder toepassing valt van de wet van 21 juni 1960 houdende statuut van de militairen die tijdens de oorlog 1940-1945 in de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië gediend hebben, en de staat van Belg door staatsnaturalisatie wenst te verwerven en gewoonlijk in Belgisch-Congo heeft verbleven, behoudt, voor de toepassing van artikel 13, derde lid, het voordeel dat dit artikel aan dit verblijf verbond vooraleer het door de tegenwoordige wet werd gewijzigd.

§ 2. De vreemdeling of de staatloze die onder toepassing valt van de evengenoemde wet van 21 juni 1960, en de staat van Belg door staatsnaturalisatie wenst te verwerven en die op 30 juni 1960 gewoonlijk in Belgisch-Congo verbleef en aldaar de bij artikel 13, derde lid,

.../...

bepaalde verblijfsvoorwaarde geheel of ten dele heeft vervuld, behoudt, ter voldoening aan die voorwaarde, het voordeel van dat verblijf indien hij vóór 1 juli 1965 zijn gewoon verblijf van Congo naar België of naar de door België bestuurde gebieden overbrengt".

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Justitie,

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : F. LEPAGE,
de Heren :

conseiller d'Etat,
raadsheer van State,

président,
voorzitter,

G. HOLOYE,
K. MEES,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

Ch. VAN REEPINGHEN,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

F. VAN GOETHEM,

C. ROUSSEAUX,

greffier adjoint,
adjunct-griffier,

greffier.
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. K. MEES.

Le rapport a été présenté par M. G. TACQ, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. K. MEES.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. TACQ, substituu.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.